

Edito



« Le groupe UDI a toujours défendu une transition énergétique raisonnée »

Annoncé comme l'une des priorités du quinquennat par François Hollande, le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte aura mis plus de deux ans à être présenté devant notre assemblée. Alors que ce texte aurait mérité une vraie réflexion de fond, nous devons l'examiner dans la précipitation et dans des conditions pour le moins inadmissibles. Si ce projet de loi affichait des ambitions précises et réalistes, nous aurions pu accepter les conditions ubuesques de son examen. Or, ce n'est malheureusement pas le cas.

En effet, ce texte ne permettra pas d'insuffler une politique européenne commune, pourtant essentielle à l'Union Européenne. A la veille de la Conférence sur le climat, la COP 21, qui a aura lieu fin 2015 à Paris, la France aurait dû afficher des ambitions bien plus fortes et surtout se positionner comme le chef de file européen de la transition énergétique. Par ailleurs, ce texte n'entraînera pas dans son sillage les citoyens, les collectivités et les entreprises, en manque de stabilité législative et fiscale. Alors qu'un Français sur cinq est aujourd'hui en situation de précarité énergétique, force est de constater que ce n'est pas ce projet de loi qui va permettre d'opérer une véritable mutation de notre modèle énergétique français. Les objectifs, beaucoup trop lointains, n'ont pas été assortis de moyens financiers concrets ni de trajectoire réellement définie.

Alors que depuis 2012 s'est produit un terrible coup d'arrêt pour la croissance verte et alors que le Président de la République a promis de verser un milliard de dollars au Fonds vert des Nations Unies, le groupe UDI vous demande de réorienter la fiscalité afin qu'elle ne soit plus perçue comme une seule contrainte mais redevienne un instrument puissant au service d'un grand intérêt commun : le développement apaisé de notre société. Le groupe UDI a toujours défendu une transition énergétique raisonnée, qui saurait prendre en compte la situation des Français mais aussi celle des entreprises qui traversent une crise sans précédent.

Le Gouvernement aurait pu montrer l'exemple en commençant par économiser de l'énergie : la nôtre et celle de l'ensemble des acteurs qui ont cru un court moment que cette loi allait servir à quelque chose. La transition énergétique ne saurait se résumer à un simple « coup de communication », au détriment de la mise en place de mesures concrètes et réalistes. Tout cela devient insupportable. Aussi, sous réserve d'un bouleversement en séance, la semaine du 6 octobre, nous n'avons pas l'intention de soutenir un projet de loi que nous jugeons bien médiocre.

Bertrand Pancher. Député de la Meuse

Retrouvez l'actualité du groupe UDI sur www.groupe-udi.fr et https://twitter.com/udi_an

Questions au Gouvernement

« Monsieur le Premier ministre, le contenu du projet de loi de finances et du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2015 constitue un aveu de l'échec de votre politique économique et financière depuis deux ans et demi. ... le groupe UDI vous demande solennellement d'avoir le courage de lancer les six réformes structurelles vitales pour la France, sans lesquelles le redressement du pays est impossible. »
Charles de Courson, Député de la Marne

« Monsieur le Premier ministre, le 3 octobre prochain se tiendra le comité des signataires de l'accord de Nouméa sous votre présidence... L'une des conditions de la réussite de ce dialogue, c'est que l'État reste impartial. ...C'est pourquoi je vous demande, de vous engager devant la représentation nationale à ce que l'action du gouvernement que vous dirigez inscrive son chemin dans le cadre du travail effectué par vos prédécesseurs au cours des 25 dernières années, qu'ils soient de droite ou de gauche. »

Philippe Gomes, Député de la Nouvelle-Calédonie

Déclaration du Gouvernement sur l'intervention des forces armées françaises en Irak puis débat sur cette déclaration

- ★ Depuis le mois de janvier 2014, un véritable drame se joue en Irak : 25.000 civils ont déjà été les victimes de la barbarie du groupe terroriste Daech, également connu sous le nom d'Etat Islamique.
- ★ A ce jour, nous ne dénombrons pas moins de 8 500 morts.
- ★ Près de 2 millions de personnes ont été déplacées.
- ★ La ville de Kobane, située dans le territoire Kurde syrien, est tombée. Elle était assiégée par Daech depuis des semaines. Ce sont près de 130 000 kurdes de Syrie qui ont fui vers la Turquie. Selon l'ONU, des centaines de milliers pourraient suivre.
- ★ Le risque terroriste aujourd'hui est réel pour la France et tous les pays engagés dans la coalition.

Vu du groupe UDI

- ★ Comme nous l'avons fait pour l'intervention au Mali mais également en Centrafrique, les députés du Groupe UDI ont apporté leur soutien au Président de la République et au Gouvernement dès les premières frappes françaises en Irak.
- ★ Nous avons renouvelé notre soutien à cette opération, animés par un esprit de responsabilité et forts de la conviction que l'union nationale doit prévaloir sur toutes les autres considérations.
- ★ La France devait intervenir car le danger islamiste qui menace tant au plan national qu'au plan international, est l'affaire de tous. Il en va de notre sécurité.
- ★ L'assassinat en Algérie de notre compatriote Hervé Gourdel, par un groupe lié à l'Etat Islamique, démontre que nos démocraties sont en danger. Ces terroristes sont prêts à frapper partout dans le monde et la France est directement menacée.
- ★ Pour autant, comment est-il possible que l'Europe, comme lors des interventions au Mali et en Centrafrique, soit encore dramatiquement absente ?
- ★ De la même façon, la répartition des tâches entre Etats-Unis et Europe se pose. Rappelons que cette opération en Irak a été engagée sans nous et nous avons longtemps été exclus de sa préparation en amont.
- ★ Une autre question majeure se pose : une telle intervention de la France serait-elle encore possible sur d'autres théâtres d'opération ? La France sera-t-elle en mesure de continuer à défendre ses valeurs fondamentales que sont la démocratie, la liberté et la lutte contre le terrorisme ? Le dernier Livre Blanc de la Défense ainsi que les budgets pour 2013 et 2014 ont mis en lumière l'incohérence entre ambitions stratégiques et contraintes budgétaires.

Le groupe UDI s'est prononcé en faveur de l'intervention.

Retrouvez l'intégralité du discours sur www.groupe-udi.fr

Dans la presse

Budget 2015 de l'Etat: réactions politiques

PARIS, 1 octobre 2014 (AFP) - Voici des réactions politiques au budget de l'Etat pour 2015, présenté mercredi: **Charles de Courson, député UDI, porte-parole de son groupe sur le budget**: "Ce budget est l'aveu de l'échec de la politique menée en matière de finances publiques depuis deux ans et demi: les déficits augmentent, on a de très fortes pertes de recettes par rapport aux prévisions, la pression fiscale ne passe pas, et on continue d'avoir une légère augmentation des dépenses publiques dans la richesse nationale... C'est exactement l'inverse de ce qu'il faudrait faire! La vérité c'est qu'il n'y a pas 21 milliards d'économies, mais au maximum la moitié, et encore (...) Le gouvernement a pris conscience de l'inadaptation de sa politique mais n'ose pas prendre les grandes mesures de réformes structurelles qui permettraient de redresser les finances publiques." (dans les couloirs de l'Assemblée)

Réactions politiques au montant de 2.000 milliards d'euros atteint par la dette

PARIS, 30 septembre 2014 (AFP) - Voici des réactions politiques mardi, après l'annonce d'une dette publique franchissant les 2.000 milliards d'euros: **Philippe Vigier, chef de file des députés UDI**: "Ce chiffre est atteint beaucoup plus rapidement qu'on ne l'attendait. C'est le signe des promesses non tenues sur la baisse des dépenses publiques et la lutte contre les déficits. Le plan d'économies de 50 milliards d'économies ne sera pas au rendez-vous, comme le montre le dérapage des comptes sociaux. C'est un échec total, et il pèse lourd. Comme on n'est pas capable de redresser les finances publiques, cela se traduit par cette croissance zéro, et par cette révolte que l'on entend un peu partout." (lors d'un point de presse)

Budget de la Sécurité sociale : réactions politiques

PARIS, 29 septembre 2014 (AFP) - Voici de nouvelles réactions politiques recueillies lundi aux annonces de la ministre des Affaires sociales Marisol Touraine sur de futures économies pour le budget de la Sécurité sociale ciblant la branche famille (congé parental, prime naissance): **Francis Vercamer, député du Nord et porte-parole du groupe UDI sur le budget de la Sécu**: "Le gouvernement est aujourd'hui confronté à une équation budgétaire qu'il a lui-même rendue impossible: il est désormais avéré que le retour à l'équilibre en 2017, nécessaire pour préserver notre modèle social de l'implosion, est abandonné. (...) Nous regrettons qu'aucune annonce majeure n'ait été faite sur les chantiers d'avenir qu'il convient de poursuivre ou de lancer sans plus attendre et sur lesquels le gouvernement s'est refusé à écouter nos propositions: réforme des retraites, réforme de la dépendance, réforme de l'hôpital et meilleure répartition de l'offre de soins sur le territoire, lutte contre les déserts médicaux, régulation des dépenses de ville ou encore lutte contre la fraude." (communiqué)

Réactions aux résultats des élections sénatoriales

« Les victoires de l'UDI aujourd'hui, à l'occasion des élections sénatoriales, sont la suite logique des très belles victoires de notre famille politique aux élections municipales. Elles confirment que l'UDI est aujourd'hui la troisième force parlementaire française et que sans elle, l'UMP n'aura pas de majorité absolue au Sénat. Je tiens à féliciter les sénateurs élus ou réélus ce jour et adresse mes pensées à tous les candidats qui ont porté nos valeurs. Je sais qu'avec mes collègues députés UDI, nous sommes impatients de les retrouver le 13 octobre prochain pour la journée parlementaire des groupes UDI-UC du Sénat et UDI de l'Assemblée. » déclare Philippe Vigier. (communiqué)

En bref

Budget et budget de la sécurité sociale: les députés UDI interpellent le Premier ministre – 1er octobre 2014

Au moment de la présentation des textes budgétaires, les députés UDI ont écrit au Premier ministre en évoquant notamment :

- ★ les erreurs commises depuis deux ans et signalées à nombreuses reprises par les députés UDI,
- ★ l'universalité de l'impôt, préalable indispensable pour emporter l'adhésion de tous à l'effort commun,
- ★ les six réformes structurelles à mettre en place (réforme de l'Etat, réforme des collectivités territoriales, de la protection sociale et de la santé, rénovation de la démocratie sociale, transition écologique, valorisation de la ressource humaine de la Nation) pour préparer l'avenir du pays.

Téléchargez le courrier sur www.groupe-udi.fr

A suivre

Semaine du 6 octobre

Examen en séance publique du projet de loi relatif à la transition énergétique

Lundi 13 octobre

Journée parlementaire des groupes UDI-UC du Sénat et UDI de l'Assemblée nationale

Semaine du 13 octobre

Examen en séance publique du projet de loi de finances pour

2015